

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord



Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 17 au 30 juin 2013 – n°126

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Gratter le vernis du Front national par Paule Masson

«Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire□; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe...» Vu le sujet qui nous préoccupe, le journal de Jaurès ne pouvait que citer... Jean Jaurès. L'art de masquer leur véritable dessein est devenu un sport très pratiqué par les partis politiques, qui ont beaucoup à cacher.

Depuis que Marine Le Pen a entrepris de camoufler le programme ultralibéral du Front national sous des couches de peinture sociale, cette organisation d'extrême droite serait devenue, aux yeux d'une grande partie de l'UMP, des médias bien-pensants et même, d'une certaine gauche libérale, un « parti comme les autres ».

L'opération de dédramatisation est à l'œuvre. Où mène-t-elle□? Quels intérêts sert-elle□? L'histoire ne se répète pas, mais elle est souvent riche d'enseignements pour éclairer le présent. L'expérience des années 1930 – beaucoup y font en ce moment référence – nous enseigne que, sans complicité, l'extrême droite serait restée un courant de pensée minoritaire. Pendant les années qui précèdent la Seconde Guerre mondiale, la vérité impose de ne jamais oublier que les partis de l'ordre ont bénéficié de la collaboration d'élites dirigeantes, de membres éminents de la bourgeoisie et du patronat qui considèrent alors que le fascisme est une force utile pour le capital en crise et un mal nécessaire pour asseoir leur pouvoir sur le monde.

Aujourd'hui, plutôt que de succomber à l'imposture bleu Marine, tout impose de gratter le vernis et d'en montrer le vrai visage. Il y a du monde à la tâche, des associations qui refusent que les pauvres soient associés à des assistés ou à des fraudeurs, les syndicats qui luttent pied à pied dans les entreprises pour porter les valeurs de solidarité contre le poison de la division, les partis de la gauche anticapitaliste, dont le Front de gauche qui oppose aux thèses frontistes le choix radical de l'humain. Nous le faisons avec ce numéro, en nous intéressant de près aux agissements de Marion Maréchal-Le Pen, élue à l'Assemblée nationale l'an dernier.

Derrière les mots, les faits parlent. L'amnistie des syndicalistes□? Une « loi clientéliste et démagogue », a dénoncé la députée frontiste. Les licenciements boursiers□? Pas touche aux pleins pouvoirs des actionnaires, a-t-elle plaidé, défendant le principe de rachat d'entreprise par LBO (des fonds financiers) au nom du droit aux dividendes. Même paré d'intentions sociales, le Front national reste ce qu'il est□: un parti dont le programme économique est foncièrement antisocial et qui, en voulant inscrire la préférence nationale dans la Constitution, reste ouvertement raciste, xénophobe, islamophobe. Marine Le Pen ne vient-elle pas de déclarer, en réaction à la réforme de la politique familiale, qu'elle aurait « supprimé les allocations familiales aux étrangers »□?

À trop laisser ces idées se répandre, elles se banalisent. Le Front national se réjouit que la droite classique cède à ses théories nauséabondes. Cela légitime sa place dans le paysage. La crise, pourtant, devrait fonctionner comme une alerte supplémentaire car elle nourrit le terreau de la désespérance sociale sur lequel pousse le chien de l'extrême droite. Son reflux passe donc par des programmes de rupture avec l'austérité, de réensemencement de l'idée sociale, par la promotion d'un horizon qui donne chair au vivre ensemble et permette d'espérer. Dans son éloge du courage, Jaurès évoquait la nécessité de « comprendre le réel », pour « aller à l'idéal ».

SOMMAIRE

- P1 **Édito** – Sommaire – nouvelles affiches J.C 38
- P2 Agenda – Fête du travailleur Alpin - L'Huma Dimanche du 13/6
- P3 Mort de Clément Méric – Télévision grecque
- P4 Soutien aux Turcs – Tapie – Accord transatlantique
- P5 Mort de Mauroy – Ministère des sports - "New Deal" pour l'emploi des jeunes en Europe
- P6 **Contre l'austérité en Europe luttons pour un autre euro**
- P7 Imposer le départ à la retraite à taux plein à soixante ans est la bonne solution - Retrouver la voie des « Jours Heureux »
- P8-10 **dossier extrême-droite**
- P8 EXTREME DROITE A LA REGION : NE PAS S'HABITUER À L'INACCEPTABLE ! - DECLARATION COMMUNE DE LA MAJORITE AU CONSEIL REGIONAL RHONE-ALPES POUR DEFENDRE LES VALEURS REPUBLICAINES FACE A L'EXTREME DROITE
- P9 Flagrant délit de fraude idéologique au FN - Pour l'Europe aussi, Le Pen fait son marché
- P10 Bonnet brun et brun bonnet - Danielle Lebaill « Ce parti prospère sur l'idée que le chômage est une fatalité »
- P11 Mettons fin à la gangrène de la finance - Internet
- P12 Aidons l'Huma - Informations internationales : Grèce, Turquie, Soudan

Agenda

Réunions de soutien aux Roms les lundis 17H30

Réunions des Indignés

Le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privaté par quelques-uns

le samedi de 14H30 à 17H30 table des Amis de la Terre pour faire signer les pétitions contre le centre des Congrès d'Accoyer

Lundi 17 juin 18H30 Le PCF d'Annecy invite la gauche annécienne à préparer les municipales salle Yvette Martinet

Mardi 18 juin 18H30 réunion Chaîne Humaine contre les haines

20h15 la Turbine Cran-Gevrier "La Saga des Conti" de Jérôme PALTEAU. Au cœur d'une lutte ouvrière, ce film retrace la lutte de plusieurs mois que nos camarades, avec à leur tête Xavier MATHIEU, Roland SZIPIRKO, ont menée. Projection suivie d'un débat, dans le cadre des soirées de l'U.L.-CGT d'Annecy.

AU COEUR D'UNE RÉVOLTE OUVRIÈRE !

La saga des Conti

un film de
JÉRÔME PALTEAU

Arbeiter vereint **CONTINENTAL** Travailluers unis
gegen Heuschrecken-Aktionäre contre actionnaires voyous



Mercredi 19 juin Journée d'action CGT contre la conférence « sociale » des 20 et 21 juin

pique-nique du Front de Gauche ?

20h30 Réunion publique Mâchefers - Carrière des Lapiaz - Thorens-Glières - Salle Tom Morel

Judi 20 juin Réunion Cellule PCF de Cran-Gevrier

18H30 Assemblée Générale AAPLE salle municipale Nizier Maison Aussedat Marquisats - Annecy

Dimanche 23 juin : journée nationale de manifestations contre le fascisme et l'extrême-droite

Lundi 24 juin réunion Attac Annecy maison associations Cran

Mardi 25 juin à 20h30 à l'Agora Bonneville: Ciné'UP : Le prénom

Judi 26 juin 19H Assemblée Citoyenne d'Annecy au Dersim - Meythet

Judi 27 juin Alterlocal Résistance à l'agression publicitaire

13€ LES 3 JOURS VIGNETTE EN PRÉ-VENTE 15€ SUR PLACE GRATUIT LE DIMANCHE

LA FÊTE DU TRAVAILLEUR ALPIN

28, 29, 30 JUIN 2013
PARC LA POYA, FONTAINE

LES OGRES DE BARBACK

BAFING KUL

LES BARBARINS FOURCHUS

BRASSEN'S NOT DEAD

FANFARE YEBAROV

LES DÉCOUVERTES DU TA

LIGUE 1PRO38

COMPAGNIE LES Z'ARTS SCÈNE

WWW.TRAVAILLEUR-ALPIN.FR - TÉL. 04 76 87 67 50 - 04 76 87 67 53

ANIMATIONS - DÉBATS - CONCERTS - SPECTACLES - RESTAURANTS - JEUX - SOLIDARITÉS - CULTURE

LOCATIONS : FNAC, FNAC.COM - CARREFOUR, FNAC.CARREFOUR.FR - GÉANT - MAGASINS U - INTERMARCHÉ - FNAC.FRANCEILLET.COM - 0 992 68 36 22 (0,34€/min)

L'HUMANITÉ DIMANCHE

5 PROPOSITIONS POUR GARANTIR VOS RETRAITES. PAGE 24
16 JUIN ASSISES POPULAIRES POUR « CHANGER DE CAP », PAGE 30

N° 366. DU 13 AU 19 JUIN 2013

« Nous avons les terres. Les Afrikaners sont arrivés avec la Bible et nous ont dit : "Fermons les yeux et prions." Lorsque nous les avons rouverts, ils avaient pris nos terres et nous avaient laissé la Bible (...) Mandela nous a rendu la terre. »
DESMOND TUTU, ARCHEVÊQUE DU CAP

MERCI MANDELA!

SA VIE, SON COMBAT, SON ŒUVRE.

SPECIAL SALON DU BOURGET
PAGE 36

N° 366. Du 13 au 19 juin 2013
11 04837 366 F 2500 €

Mort de Clément Méric : « La haine et la violence fasciste doivent être combattues sans relâche » (Pierre Laurent)

La mort de Clément, jeune homme de 18 ans, sous les coups de militants d'extrême droite est un drame tragique et révoltant. Mes premières pensées vont à ses parents et à sa famille. Au nom des communistes français, je leur adresse toutes mes condoléances.

La haine et la violence fasciste qui sont à l'origine de ce crime doivent être combattues sans relâche et les groupuscules d'extrême droite dissous. J'appelle au rassemblement de toutes les forces démocrates pour condamner cet acte odieux. Ce soir, place Saint Michel, regroupons-nous pour exprimer tout notre soutien à la famille de Clément et notre résistance face aux exactions de ces groupes néo fascistes.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Rassemblement contre l'extrême droite - 7 juin 2013 - Annecy - Prise de parole de Gilles Ravache, Secrétaire départemental du PCF, membre du Conseil national du PCF, Conseiller régional

Hier, un jeune est mort, tué pour ses idées, justement parce qu'il se battait contre les idées nauséabondes et haineuses prônées par ses agresseurs. En plein Paris, Clément Méric, militant antifasciste et syndicaliste, a été pris à partie par des militants d'un groupuscule d'extrême droite, les Jeunesses Nationalistes Révolutionnaires, qui l'ont battu à mort.

Nous sommes rassemblés aujourd'hui parce que nous sommes indignés, en colère devant cet acte de barbarie.

Bien sûr, nos premières pensées vont à sa famille, à ses amis, à ses camarades. La mort de Clément Méric s'inscrit dans un contexte de radicalisation, de progression d'un mouvement fasciste violent en France, ainsi que dans d'autres pays d'Europe. La justification de certaines violences de la part de personnalités de droite et d'extrême droite, notamment lors des manifestations contre le mariage pour tous, a contribué à la radicalisation de ces groupuscules et à la multiplication des violences. Aussi, la banalisation des idées du Front National a provoqué une montée du racisme, de l'homophobie, de l'islamophobie et de la xénophobie dans notre pays. Cela doit nous inquiéter au plus haut point.

L'extrême droite se sert de la situation actuelle, économique, sociale et politique, de la crise, de la montée du chômage, de la pauvreté, de la peur du lendemain, des promesses électorales non tenues qui déstabilisent l'électorat populaire, pour opposer les individus entre eux, pour développer ses idées et surtout détourner la colère des vrais responsables de cette situation. Face à cela, il y a besoin de rassemblement, le plus large possible, pour montrer que c'est par une issue progressiste que l'on va s'en sortir, par la solidarité et non le chacun pour soi. Combattre les causes réelles de la crise, s'attaquer résolument à la finance pour combattre efficacement le chômage, la précarité, c'est le meilleur moyen pour couper les racines de l'extrême droite. Il est désormais grand temps que le gouvernement prenne ses responsabilités, qu'il agisse avec fermeté et prenne toutes les décisions nécessaires, pour mettre un terme aux activités de ces groupuscules et au danger qu'ils représentent au sein de notre démocratie.

Nous exigeons donc la dissolution de tous les groupuscules d'extrême droite qui multiplient les actes de violence et affichent avec de moins en moins de retenue la haine raciale et leurs convictions fascistes à travers le pays depuis plusieurs semaines. Nous nous devons également, nous les organisations politiques, syndicales et associatives, de ne rien lâcher dans le combat contre cette idéologie et ceux qui la répandent. "Le ventre est toujours fécond d'où naquit la bête immonde".

A la mémoire de Clément Méric je vous demande d'observer une minute de silence.

Télévision grecque : "coup de poignard" (Pierre Laurent)

Au prétexte de coupes budgétaires drastiques, le gouvernement grec conservateur d'Antonis Samaras a ordonné par décret la fermeture sine die de toutes les chaînes de télévision publique nationale. Hier, subitement, les écrans de la télévision grecque sont devenus noirs. Les 2656 salariés, qui résistaient au projet d'abrogation de convention collective, sont ainsi précipités à la porte. Ils ont occupé hier soir les bureaux du groupe.

Ces mesures d'austérité qui interviennent quelques jours après que le premier ministre ait affirmé "avoir corrigé les erreurs du FMI" sont de fait une atteinte en règle au pluralisme et à la démocratie. Cette décision est d'une gravité extrême et montre avec quels autoritarisme et déni démocratique l'austérité s'abat sur le peuple grec.

Au nom du PCF et du PGE, je tiens à affirmer mon soutien aux salariés des chaînes publiques, ainsi qu'aux forces sociales et aux démocrates et progressistes qui se mobilisent contre ce nouveau coup de poignard contre la Grèce.

Le PCF et ses partenaires du Front de gauche soutiennent l'occupation du siège de l'ERT par ses salariés. A Paris, ils appellent au rassemblement annoncé par nos amis grecs devant l'ambassade de Grèce à Paris, ce soir à 18h30.

Fermeture d'ERT : Pierre Laurent propose une journée de solidarité sur les chaînes de l'audiovisuel public français

Veillez trouver ci-joint un courrier de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF adressé ce jour à Rémy Pflimlin, président de France télévisions, ainsi qu'à Jean-Luc Hees, président de Radio France, leur proposant une journée de solidarité sur les chaînes de l'audiovisuel public français après la fermeture définitive de l'organisme public « Radiophonie Télévision Hellénique » (ERT).

Parti Communiste Français



A l'attention de Rémy PFLIMLIN, Président de France Télévisions
et de Jean-Luc HEES, Président de Radio France

Paris, le 13 juin 2013

Messieurs les Présidents,

Ce mardi 11 juin, le Premier ministre grec, Monsieur Samaras, et son gouvernement, répondant à l'insinuation de la « Troïka » de supprimer sans délai 2000 postes de fonctionnaires, ont annoncé la fermeture définitive de l'organisme public « Radiophonie Télévision Hellénique » (ERT). Le soir même, toutes les arcanes télévisuelles et radiophoniques étaient coupées et les 2656 salariés de l'audiovisuel public grec licenciés brutalement.

Cette décision est scandaleuse, violente et autoritaire. Elle est une atteinte grave au pluralisme - seuls les médias privés continuant d'émettre - et, plus fondamentalement, à la démocratie en Grèce. Jamais dans l'histoire du pays, même sous le régime dictatorial des Colonels, un tel coup de force n'a été opéré.

C'est une nouvelle humiliation infligée aux grecs, dans le contexte d'une crise sociale épouvantable liée aux politiques d'austérité. L'attaque anti-démocratique est tellement manifeste que seul le parti néonazi « Aube dorée » a soutenu cette mesure. Cette situation peut nous faire craindre le pire.

La vision des écrans noirs a choqué et suscité un émoi légitime dans le monde entier. En tant que Président du Parti de la gauche européenne, j'ai pu mesurer la colère, la peur, l'indignation des citoyens comme des professionnels en Grèce comme dans tous les pays européens.

La population grecque s'est regroupée immédiatement autour du siège d'ERT à Athènes et aujourd'hui même, les syndicats de travailleurs organisaient une grève générale. De nombreuses manifestations de solidarité ont lieu, depuis les rassemblements devant les ambassades de Grèce jusqu'à la diffusion, par la BBC, puis par l'Union européenne de radio-télévision, des programmes d'ERT.

La France et ses antennes publiques ne peuvent rester spectatrices de ce désastre au cœur même de l'Union européenne. Une seule exigence s'impose : la réouverture d'ERT. Je suis convaincu que notre pays et son audiovisuel public peuvent jouer un rôle important.

PIERRE
LAURENT

Secrétaire de
Paris

GRUPPO CRC

MEMBRE DE LA
COMMISSION DE
LA CULTURE, DE
L'ÉDUCATION ET
DE LA
COMMUNICATION

CONSEIL
RÉGIONAL D'ÎLE
DE FRANCE

SECRETARE
NATIONAL DU
PCF

**A lire**

**L'Humaniste
du PCF "Il est
grand temps de
rallumer les étoiles"**

**Économie &
Politique
numéro spécial
contre l'austérité**



Turquie : le PCF renouvelle son soutien aux jeunes militants de la liberté à Istanbul

Ce matin, les forces de l'ordre d'Erdogan ont repris manu militari la place Taksim aux jeunes d'Istanbul qui depuis douze jours font entendre au monde leur aspiration à la liberté.

Le PCF et son secrétaire national, Pierre Laurent, président du Parti de la gauche européenne, renouvellent leur soutien total aux manifestants.

Le PCF condamne la violence du gouvernement Erdogan, qui a déjà fait plusieurs milliers de blessés et cinq morts, contre tous ceux qui s'opposent à sa politique, qui veulent préserver les acquis démocratiques et laïcs, qui agissent pour la paix, la justice et les droits de toutes les femmes et les hommes de Turquie.

Le PCF est engagé depuis plusieurs mois dans une action persévérante pour empêcher la ratification d'un accord policier et judiciaire avec la Turquie par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Il est impossible de le ratifier avec un pouvoir qui emprisonne et fait tirer sur son peuple. Le PCF exige le retrait immédiat de ce texte.

Le peuple turc en lutte, les forces démocratiques et progressistes turques peuvent compter sur le soutien indéfectible des communistes français.

Affaire Tapie : «Les responsabilités politiques doivent être établies»

Après la mise en examen d'un des trois juges dans l'affaire de l'arbitrage entre Bernard Tapie et le Crédit lyonnais, Stéphane Richard, l'ancien directeur de cabinet de Christine Lagarde, vient à son tour d'être mis en examen pour « escroquerie en bande organisée », avec Jean-François Rocchi, ancien président du consortium de réalisation, chargé de la gestion du passif de la banque.

Le travail de la police et de la justice doit aller à son terme. A ce stade de l'enquête sur l'attribution de 403 millions d'euros à Bernard Tapie dans l'affaire Crédit Lyonnais / Adidas et des récentes mises en examen, comment imaginer que l'arbitrage en faveur de l'homme d'affaire n'est pas le fruit d'une décision politique en 2008 ? Au sommet de l'État ? Au sein du gouvernement ? Il faut donc remonter jusqu'à la source de cette affaire, celle d'une oligarchie politico-financière qui pensait pouvoir agir en toute impunité. Bernard Tapie en apprenant la nouvelle de l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007 se serait écrié : « J'ai les sous ! ». Et nous, la nausée.

Les responsabilités politiques doivent être établies.

Accord transatlantique : la France doit apposer son veto pour préserver l'exception culturelle (Front de gauche)

Confirmé par le Président Obama, un vaste accord de libre-échange USA-UE sera bien négocié cette année. Cet accord fait peser une menace sur les règles de santé publique, écologiques, sociales et culturelles en Europe. Plus largement les services publics, les normes, les marchés publics sont mis en danger par cet accord transatlantique qui permettrait aux sociétés multinationales américaines et européennes d'avoir juridiquement prise sur les États.

Le Front de gauche s'oppose globalement à cet accord.

La dimension culturelle est particulièrement touchée. La Commission européenne a en effet décidé d'inclure dans son mandat, les services audiovisuels et culturels, décision lourde de menaces pour la pérennité de l'exception culturelle.

Le Front de gauche s'insurge contre ce renoncement de la Commission européenne à soutenir l'exception culturelle et à respecter la Convention de l'UNESCO de 2005 : le secteur culturel ne doit pas être une monnaie d'échange dans le cadre d'un vaste accord de libéralisation et entraîner une remise en cause des politiques culturelles actuelles ou à venir.

Les États-Unis veulent, en effet, profiter de ces nouvelles négociations pour tenter à nouveau d'affaiblir les protections qui existent en faveur de la diversité culturelle. Pour preuve, leur souhait manifesté ces dernières années de rattacher une partie des services audiovisuels au secteur des nouvelles technologies pour mieux les exclure de l'application des règles de la diversité culturelle. L'exception culturelle serait alors réduite aux médias traditionnels et ne vaudrait plus pour la diffusion via Internet. De même, cela rendrait difficile toute contribution nouvelle au financement de la création des grands acteurs de l'Internet américains (Apple, Facebook, Amazon, Google, etc...).

Cette négociation préfigure, par ailleurs, une reprise de la libéralisation à l'OMC au moment où, sous l'impulsion des USA, on apprend que le cycle de Doha sur les services serait relancé après plus d'une décennie d'enlisement.

Le Président de la République, François Hollande, la ministre de la Culture et de la Communication, Aurélie Filippetti, la ministre du Commerce, Nicole Bricq, l'Assemblée Nationale, le Parlement européen, près de 6000 cinéastes dans une pétition européenne, se sont prononcés pour l'exclusion des services audiovisuels et culturels de la négociation à venir.

Le Conseil des ministres du Commerce doit se prononcer sur le mandat proposé par la Commission le 14 juin 2013 afin que les négociations puissent être officiellement lancées lors du Sommet euro-américain de la mi-juin. La France est à ce jour isolée : suite aux manœuvres de la Commission consistant à fixer des « lignes rouges », c'est-à-dire de pseudo-garanties sur les politiques culturelles, une grande majorité d'États semble accepter l'inclusion des services audiovisuels et culturels.

Le Front de gauche s'adresse solennellement au Président de la République : la France ne peut céder sur l'exception culturelle, elle doit faire usage du droit de veto au titre de la protection de la diversité culturelle, en vertu de l'article 207 paragraphe 4 a) du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne. Si elle ne le faisait pas, arguant de la complexité de ce choix, elle marquerait la soumission du politique face aux exigences des puissants et des marchés. L'heure est donc grave : l'exception culturelle n'est pas négociable, la France doit le dire haut et fort en faisant usage de son droit de veto. Ce sera pour nous la première étape d'une bataille qui doit permettre que cet accord de libre-échange transatlantique reste lettre morte.

Car au-delà de la question culturelle, le gouvernement français doit clairement s'engager à refuser toute disposition qui renforcerait le pouvoir des multinationales américaines et européennes et un libre-échange mortifère au profit essentiel des États-Unis d'Amérique remettant en cause les normes de santé publique, sociales et écologiques. Le Front de gauche appelle les citoyen-es à se mobiliser pour empêcher qu'un tel traité ne voie le jour. Il prendra les initiatives nécessaires pour que les convergences les plus larges possibles puissent exister pour s'opposer à ce traité.

Mort de Pierre Mauroy : « il était un grand socialiste » (Pierre Laurent)

Pierre Mauroy nous a quittés. Il était un grand socialiste. Un homme d'engagement profondément attaché à son territoire ouvrier et sa ville, Lille. Artisan de l'union de la gauche à un moment où les débats entre parti communiste et parti socialiste n'ont pas manqué, il a contribué à ouvrir la voie à la victoire de la gauche en 1981.

Le premier gouvernement de François Mitterrand, dont il fut le Premier ministre, a été celui des grandes réformes de la gauche avant le tournant de la rigueur. Réduction du temps de travail de 40 à 39h, augmentation de 15 % du SMIC, 5ème semaine de congés payés, nationalisation des banques et grandes entreprises industrielles, retraite à 60 ans, abolition de la peine de mort, dépénalisation de l'homosexualité... des réformes importantes qui raisonnent encore aujourd'hui dans la société française plus de trente ans après.

Je veux au nom des communistes français, saluer la mémoire de cette grande voix de la gauche fidèle aux racines du socialisme historique qu'il savait plurielles et fécondes.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Ministère des sports : « le changement de cap est urgent »

Alors que la ministre des Sports vient de présenter son bilan « d'un an d'action pour le sport » la commission Sport du PCF accueillait lundi 3 juin en son siège les organisations syndicales représentatives dans le sport : SNEP-FSU, La CGT, SNAPS -UNSA, Sgen-Cfdt, SNPMNS afin de connaître leur point de vue sur le développement des activités physiques et sportives depuis le changement de gouvernement. Le constat partagé est l'absence de vision et d'ambition nationale pour le développement du sport, la réduction des moyens et le manque de concertation.

Jusqu'à présent, le gouvernement ne s'est pas donné les moyens nécessaires d'une rupture avec les orientations libérales précédentes. Le sport est aujourd'hui victime des politiques d'austérité qui conduisent à une logique comptable au rabais. Un budget national toujours en-dessous des 0,14 % du budget général, sans perspective de progression et des investissements qui sont reportés sur les collectivités territoriales. La fracture entre le sport amateur et le sport professionnel ne fait que s'accroître, malgré la volonté affichée de mutualisation des moyens. Des CREPS qui restent sans perspective et la formation des cadres qui est livrée aux initiatives privées. Les échanges entre syndicalistes et membres de la commission ont mis en lumière la nécessité de convergence, de rassemblement et de mobilisation pour maintenir un modèle sportif français fondé sur l'égalité d'accès aux pratiques pour toutes et tous.

Le changement de cap est urgent et doit se concrétiser par un investissement conséquent dans le service public, avec un soutien accru à l'éducation physique et sportive et au sport scolaire, aux collectivités territoriales et au mouvement sportif. Pour poursuivre cette rencontre, la commission sport du PCF invite l'ensemble des acteurs du mouvement sportif aux assises « pour changer de cap en France et en Europe », qui auront lieu le 16 juin à Montreuil.



"New Deal" pour l'emploi des jeunes en Europe : ils nous condamnent à la survie

Mouvement des Jeunes Communistes de France (MJCF)

Il y a 6 millions de jeunes inscrits chômage et 14 millions de jeunes sans emplois ni formation condamnés à la survie dans l'Union Européenne (Les Échos). C'est plus d'un jeune sur deux en Espagne, en Grèce ou au Portugal, un sur trois ou un sur quatre en Italie, en Irlande, en France... Et ces chiffres-là ne tiennent pas compte des jeunes travailleurs rémunérés en dessous des salaires minimums et souvent en dessous du seuil de pauvreté.

Alors quand les jeunes suédois explosent de colère, quand les jeunes grecs et espagnols cherchent à s'expatrier, ou qu'avec les jeunes portugais ils occupent les rues par milliers, il faut au moins feindre d'agir. De conférences de presses, en colloques et tribunes, cette semaine aura été l'occasion d'une grande opération de communication des gouvernements français et allemands. Ouvrons nos oreilles aux doux échos de ces bons mots : « Erasmus », « apprentissage », « garantie jeunesse », « investissement des petites entreprises », « mobilité »...

Le « New Deal », de quoi s'agit-il ?

Derrière ces belles paroles se cache un mépris terrible. Les six milliards d'euros proposés sur les prochaines années ne représentent pas le tiers du budget immédiatement nécessaire pour renverser le chômage de masse jeunes. C'est une goutte de charité dans un océan de richesses : 0,005% de la production intérieure brute de l'UE (Les Échos).

Et lorsque la commission européenne annonce la même semaine de nouveaux plans drastiques d'économies et qu'en Allemagne comme en France les systèmes d'apprentissage présentent les mêmes limites d'exclusion pendant ou à l'issue de la formation (Le Monde), comment être crédible quant à offrir à chaque jeune un emploi ou une formation de qualité ? Dans le même temps en France, la Cour des Comptes et la Banque de France se sont alliés pour exiger de nouvelles économies sur l'éducation, les universités, la santé, les salaires et les retraites !

« Tout travail mérite salaire ! »

A lire l'inventaire des dispositifs proposés, c'est une nouvelle multiplication de dispositifs d'emplois à bas salaires que l'UE et le gouvernement vont nous imposer (La Croix). Rémunérés 400€ quels que soient la formation ou l'emploi occupé, en France, en Espagne ou en Grèce, le sommet européen fin juin pourrait être celui de la construction d'un dispositif de sous-emplois à l'échelle du continent ! Le voilà, ce modèle allemand qui se cache derrière le terme compétitivité et qui sonne comme toujours plus de précarité pour nous !

C'est notre mobilisation partout en Europe qui nous sauvera. Nos formations ne se feront pas au rabais : lycéens, étudiants, apprentis, alternants ou stagiaires, « la précarité n'est pas un métier » ! L'alternance, l'apprentissage, les emplois d'avenir ou les contrats de générations servent aujourd'hui aux patrons et aux actionnaires à nous payer en dessous du salaire minimum tout en étant exonérés de cotisations sociales pour financer les retraites ou la santé.

Pour eux c'est l'orgie des profits: les dividendes servis par les plus grandes entreprises de notre pays ont été multipliés par 7 dans les 20 dernières années! Pour y mettre fin, il faut rompre avec cette exploitation et imposer la rémunération des stagiaires et des alternants au même salaire que l'emploi occupé. Il faut imposer l'embauche dès l'obtention de la qualification. Il faut reprendre le pouvoir de gestion des lycées, des universités et des CFA ! Face à l'insécurité et à l'exploitation construisons un statut du stagiaire et de l'alternant qui nous garantisse de bonnes conditions d'étude et d'emploi ! Nous ne serons pas la génération 400€ !

Contre l'austérité en Europe luttons pour un autre euro

La colère contre l'austérité monte de partout en Europe, mettant en accusation la faillite morale des dirigeants qui, en alternance, prônent la soumission aux exigences des marchés financiers. Le chômage fait rage, frappant de façon brutale et massive les jeunes.

La souffrance sociale terrible fait grandir des illusions de fausse radicalité. D'un côté, comme l'ont confirmé les grecs eux-mêmes, le refus est majoritaire de sortir de l'euro. Il ne s'agit pas de rester isolé face aux marchés financiers et à la spéculation déchaînée. Mais, d'un autre côté, gronde la protestation contre l'utilisation qui est faite de l'euro si favorable à la domination des marchés financiers et des grandes banques. D'où les propositions de certains pour sortir de l'euro.

F. Hollande répète que la crise de l'euro est finie. Le diagnostic est aussi erroné et trompeur que la promesse d'une inversion de la courbe du chômage en France fin 2013.

Le reniement de celui qui avait promis, « s'il était élu président », de « renégocier » le traité Merkozy, de « réorienter la BCE », de s'attaquer à son « ennemi » la finance, et de « défendre la croissance » est d'autant plus nocif que la France, à la fois dominée et dominante dans l'Union européenne, occupe une place charnière pour transformer la zone euro. Il se plie devant les exigences d' A. Merkel et de la finance allemande , tout en prétendant servir les intérêts français.

Face à ces blocages, certains agitent l'idée de sortir de l'euro. Cela reviendrait à fuir devant la lutte décisive pour une autre utilisation de celui-ci et de la BCE.

C'est une illusion démagogique et dangereuse, pour cinq grandes raisons.

1 - Le commerce extérieur de la France, souffre d'un déficit annuel de 60 à 70 milliards d'euros. Le retour au Franc, qui se ferait alors au prix d'une dévaluation de l'ordre de 25 % par rapport à l'euro, entraînerait automatiquement un enchérissement du même ordre du coût de nos importations.

2 - Ce ne serait pas très grave, nous dit-on, parce que, grâce à la dévaluation du Franc, nos exportations s'envoleraient. Mais c'est ne pas voir combien la croissance est durablement lente de partout. C'est ne pas comprendre à quel point le surcroît de compétitivité-prix que cela prétendrait donner aux exportations françaises se ferait surtout au détriment de nos partenaires d'Europe du sud, l'Allemagne voyant au contraire son excédent commercial gonflé par une dévalorisation du travail des Français qui rendra meilleur marché ses importations en provenance de son principal partenaire commercial. Tout cela dans un contexte de spéculation déchaînée. Bref, ce serait là le scénario noir de la surenchère entre dévaluations compétitives et rétorsions protectionnistes qui ferait s'entre-déchirer les pays européens. Ce sont les politiques d'austérité qu'il faut mettre en cause, avec les luttes pour la relance d'une croissance de progrès social que permettraient précisément un autre euro et une autre utilisation de la BCE de façon solidaire.

3 - Notre dette publique a été très internationalisée depuis les années 1980. Aujourd'hui elle est détenue à 60 % par des opérateurs non résidents, banques, sociétés d'assurances, fonds de pension... Le retour au Franc dévalué entraînerait automatiquement un enchérissement de 25 % sur les quelques 1140 milliards d'euros de titres de dette détenus hors de France. Exprimés en francs, les intérêts payés bondiraient, alors même qu'ils absorbent déjà quelque 50 milliards d'euros par an !

Par contre, la dévaluation du Franc permettrait à des capitaux étrangers, allemands notamment, de mettre la main à très bon compte sur nombre de nos atouts productifs.

4 - La raison la plus importante c'est qu'en sortant de l'euro, on déserterait le terrain de la bataille pour un autre euro et pour une construction solidaire de l'Union européenne, au mépris d'une nouvelle croissance fondée sur le développement des peuples et, notamment, sur l'aide aux pays d'Europe du sud. On passerait à côté d'une opportunité historique pour changer la situation économique et sociale en France, en Europe et dans le monde. Une nouvelle politique solidaire dans l'Union européenne s'appuierait sur la force de la monnaie que peut créer la BCE. Alors que chaque pays européen dispose, isolément, d'un potentiel restreint, la création monétaire en commun, avec l'euro, offre des potentiels bien plus importants car elle est assise sur la capacité de production de richesses et la créativité de 322 millions de personnes.

Appuyons-nous sur l'échec de la construction actuelle de l'euro non pour régresser par rapport aux besoins de changements et de solidarité entre européens, mais pour un nouveau type de croissance et de développement.

A partir de la protestation qui enflé dans tous les peuples de l'Union contre l'austérité, le pacte de stabilité et le sabotage des services publics, exigeons que la BCE finance directement un très grand essor des services publics et de leur coopération en Europe.

Pour cela, chaque pays émettrait des titres de dette publique rachetés par la BCE. L'argent serait affecté à un Fonds social solidaire et écologique de développement des services publics européens, géré démocratiquement, qui le répartirait entre chaque pays proportionnellement à ses besoins.

A partir des luttes pour l'emploi et les salaires, contre le rationnement du crédit pour les PME, exigeons que la BCE cesse de refinancer les crédits accordés aux spéculateurs et aux entreprises qui suppriment des emplois, précarisent ou délocalisent.

Exigeons qu'elle refinance les crédits pour les investissements matériels et de recherche des entreprises à des taux d'intérêts d'autant plus abaissés, jusqu'à 0 % voire en dessous, que ces investissements programmeraient plus d'emplois et de formations correctement rémunérés, plus de progrès écologiques.

5 - Sur le terrain mondial, si l'on supprime l'euro, il ne resterait plus que le dollar comme monnaie de réserve internationale. Son hégémonie en serait confortée.

La création monétaire du dollar permet aux États-Unis de financer leur domination économique, culturelle et militaire. Elle leur permet aussi de s'endetter dans leur propre monnaie auprès du reste du monde.

La Chine, la Russie, des pays latino-américains veulent s'émanciper de cette domination par la promotion d'une monnaie commune mondiale à partir des Droits de tirage spéciaux du FMI, proposition avancée dans les rangs du PCF et dans le programme du Front de gauche « l'Humain d'abord ! ».

Mais si l'euro disparaît comment peser dans une négociation mondiale en alliance avec les pays émergents contre le dominateur commun américain?

On voit donc qu'une autre utilisation de l'euro peut contribuer de façon décisive, non seulement à une autre croissance de progrès social dans l'Union européenne, mais à un changement fondamental sur le plan monétaire, économique et social dans le monde.

Paul BOCCARA, Frédéric BOCCARA, Yves DIMICOLI,
Denis DURAND, Jean-Marc DURAND, Catherine MILLS

Imposer le départ à la retraite à taux plein à soixante ans est la bonne solution

Par Jean-Luc Gibelin, en charge de la santé et de la protection sociale au comité exécutif du PCF (1).

La retraite, passage à l'inactivité ou nouvelle période de la vie sociale, est-elle un temps utile pour la société? Les retraités sont-ils une charge ou une utilité sociale? Faudrait-il travailler plus longtemps quand on vit plus longtemps? L'important n'est-il pas d'arriver à la retraite en bonne santé? Les choix effectués relèvent de la nature de notre vie en société, du rôle et de la place des retraités. C'est une exigence de justice sociale avec la sécurisation du parcours de vie et un financement, intergénérationnel et solidaire, s'appuyant sur les richesses créées par le travail.

Les différentes réformes mises en œuvre depuis celle de 1993, celle de 2003 puis celle de 2010 ont amené un allongement de la durée de cotisation, une perte du pouvoir d'achat des pensions et des difficultés accrues pour des millions de retraités. Le chômage, la précarité font qu'il est de plus en plus difficile de partir avec une retraite à taux plein. Jamais le patronat n'a bénéficié d'autant d'exonérations. Le recul de l'âge de départ et l'allongement du nombre d'années de cotisation ne feront qu'aggraver la situation.

Nous avons à faire face à un enjeu de civilisation majeur devant un choix de société: les anciens sont-ils des charges, source de profit, ou des citoyens à part entière ayant toute leur place dans notre société pour vivre dignement leur retraite dans de bonnes conditions, après une vie de travail? L'appauvrissement des retraités ne peut qu'entraîner un nouveau recul social. Lors du conflit de 2010, le mouvement social a imposé le concept de régime par répartition. Même à droite, cela semble une chose entendue, la capitalisation n'est pas « vendable », la crise financière l'a montrée sous son vrai jour!

Pour autant, la répartition ne suffit pas. Le système mis en place à partir de 1946 est une répartition à prestation définie, c'est-à-dire que le niveau de la pension est établi au départ en retraite et n'est pas une variable d'ajustement, ce sont les cotisations qui évoluent éventuellement. Il existe des systèmes par répartition à cotisation définie, comme les comptes notionnels à la suédoise. Dans ce cas, le niveau des cotisations est bloqué, ce sont les niveaux des pensions qui sont une variable d'ajustement. Comme c'est plutôt à la baisse, c'est, de plus, utilisé par le monde financier pour promouvoir des compléments d'assurance retraite. C'est une nouvelle source de profit pour les assurances et les banques. Il est donc déterminant de réaffirmer notre attachement à la retraite par répartition à prestation définie, ma précision est importante! Est-ce normal de travailler plus en fonction d'une augmentation de l'espérance de vie? C'est régulièrement présenté comme inexorable. Nous le contestons. Les gains d'espérance de vie n'ont pas vocation à augmenter la durée de soumission au travail mais plutôt à augmenter la vie hors travail. Nous considérons que soixante ans, c'est la bonne limite pour partir en retraite, pour avoir une nouvelle vie sociale et personnelle. La vie ne doit pas être uniquement liée au rapport au travail. C'est une bataille idéologique que nous n'avons pas l'intention de lâcher...

L'annonce, par le premier ministre, du maintien de l'âge ouvrant droit au départ en retraite à 62 ans peut apparaître comme une garantie. En fait, cette annonce est associée à celle de la poursuite de l'allongement de la durée de cotisation, en reculant l'âge limite de départ en retraite mais aussi et surtout la limite de calcul de la décote inventée par la réforme de 2003. Le projet amènerait donc à maintenir un âge ouvrant droit au départ mais à diminuer le montant de la pension possible à cet âge. En conséquence, ce serait la personne demandant à partir qui déciderait « d'elle-même » de retarder son départ pour diminuer la décote... Il est donc urgent de remettre en cause les réformes depuis 1993 et d'imposer le départ à 60 ans à taux plein. Cette belle idée de la retraite, inventée par Ambroise Croizat et actualisée par le mouvement social, est plus que jamais d'avenir. Notre pays en a les moyens.

(1) Coordinateur, avec Igor Martinache, du dossier sur les retraites qui paraît dans la Revue du projet du mois de juin.

Retrouver la voie des « Jours Heureux »

<http://andrechassaigne.over-blog.com/article-retrouver-la-voie-des-jours-heureux-118268350.html>

Les députés ont célébré le 70ème anniversaire du Conseil National de la Résistance (CNR). C'est en effet le 27 mai 1943, à l'initiative de Jean Moulin, que se sont unis tous les mouvements de résistance intérieure à l'occupation allemande, ainsi que six partis politiques et des syndicats. De cette réunion clandestine est né le Conseil National de la Résistance, afin de soutenir le général de Gaulle et préparer la reconstruction de la France après la guerre.

Dix mois plus tard, le programme du CNR était adopté. Il a constitué le socle de toutes les grandes avancées sociales et économiques mises en œuvre à la Libération. On oublie trop souvent la portée émancipatrice et transformatrice de ce programme, intitulé « Les Jours Heureux », qui se retrouve largement dans le préambule de la Constitution. Quelques passages de ce texte fondateur suffisent à comprendre pourquoi il cristallise encore aujourd'hui toutes les attaques des libéraux : « l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie » ; « le retour à la Nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques » ; « un rajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine » ; « l'élévation et la sécurité du niveau de vie des travailleurs de la terre par une politique des prix agricoles rémunérateurs »...

Ce mardi 28 mai 2013, plutôt que de me limiter à célébrer le courage et la clairvoyance de nos aînés, j'ai souhaité interpeller le Premier ministre sur l'actualité de ce programme, et sur le besoin de prolonger aujourd'hui son action. Car cette portée émancipatrice a été sérieusement mise à mal, résultat de plus de trente ans de politique élaborée sous la pression du capitalisme financier et sur fond de démission vis-à-vis de l'Europe libérale. Bien sûr, la destruction méthodique du programme du Conseil national de la Résistance s'est accélérée sous la présidence de Nicolas Sarkozy.

A l'heure où notre société souffre des choix d'un capitalisme prédateur, qui frappe chaque jour de nouvelles familles, les Françaises et les Français veulent retrouver des motifs d'espérer. Ils attendent de leurs gouvernants courage et détermination pour les mettre à l'abri du besoin et en finir avec les angoisses du lendemain, comme le proclamait devant l'Assemblée nationale Ambroise Croizat, ministre communiste du travail de 1945 à 1947, lors de la mise en place de son plan de sécurité sociale, issu du programme du CNR.

Je rappelais aussi au Premier ministre que « la voie des Jours Heureux n'est pas celle de la loi, dite de sécurisation de l'emploi, qui précarise les salariés [...] ni celle de la réforme annoncée de notre système de retraite et l'allongement des cotisations. La voie des Jours Heureux n'est pas davantage celle du renoncement au plafonnement des salaires des grands patrons. »

Bien au contraire, toutes ces mesures vont à rebours de l'esprit qui animait le programme du Conseil national de la Résistance. Bien au contraire, la fidélité à ce programme et à ses valeurs implique de résister au diktat de l'argent. Le Gouvernement y est-il prêt pour renouer avec l'audace qui animait les artisans du programme du Conseil national de la Résistance, le programme des « Jours Heureux » ?

Question au Gouvernement - mardi 28 mai 2013

Héritage du Conseil national de la Résistance

<http://www.dailymotion.com/fr/relevance/search/chassaigne+>

[Question+au+Gouvernement+-+mardi+28+mai+2013++H](#)

[%C3%A9ritage+du+Conseil+national+de+la+R](#)

[%C3%A9sistance/1#video=x10adu7](#)

EXTREME DROITE A LA REGION : NE PAS S'HABITUER A L'INACCEPTABLE !

Groupe Front de Gauche- Région Rhône-Alpes
1 esplanade François Mitterrand - 69269 LYON Cedex 02
Tel : 04.26.73.40.95 - Fax : 04.26.73.14.67
Mèl : contact@frontdegauche-rhonealpes.fr
<http://frontdegauche-rhonealpes.fr>
Lyon, le 30 mai 2013

Le groupe Front de Gauche s'est associé à la déclaration présentée ce jour en assemblée par son président Gilles RAVACHE, au nom de la majorité régionale pour défendre les valeurs républicaines face à l'extrême droite.

Cette prise de parole intervient dans un contexte particulier où les groupuscules nationalistes, identitaires et fascistes se sont illustrés, une fois encore, par leur recours systématique à la violence dans les manifestations contre le mariage pour tous.

La ville de Lyon devient coutumière de ce type d'abus: attaques de bars, marche des cochons, violences aux personnes (depuis 2010, 40 agressions physiques avec 500 jours d'ITT), organisation de manifestations en hommage au maréchal Pétain, rassemblements anticomunistes et ouvertement xénophobes, occupation de partis politiques, actions devant les lycées, distribution de soupes populaires aux français « de souche », la liste est longue et inquiétante...

En tant qu'élus régionaux, nous siégeons face à des personnes qui sont élues de la République et qui n'hésitent pas à s'associer à certains de ces faits, avec la provocation de porter leur écharpe. Il s'agit particulièrement d'Alexandre Gabriac qui n'hésite pas à déclarer face caméra qu'il « vaut mieux une dictature qu'une démocratie » et affiche ses influences mussoliniennes, pétainistes ou hitlériennes... Qu'y a-t-il à ajouter à cela, si ce n'est qu'il devient de plus en plus insupportable pour notre groupe de siéger à côté de cet individu et de toute cette extrême droite toujours plus nuisible. Alexandre Gabriac, qui a plusieurs fois été mis en examen, a déjà été condamné pour injures à caractère raciste, violences volontaires, ayant entraîné une incapacité de travail supérieure à 8 jours.

Comment un élu de la démocratie peut-il encore siéger après de tels agissements ?

Cette montée des extrêmes prolifère actuellement sur le terrain des politiques d'austérité menées partout en Europe. Elle n'est pas une fatalité et nous voulons la combattre par la construction de politiques alternatives à cette crise comme sur le terrain des idées. Nous nous joignons aux voix des élus qui se sont déjà élevées pour demander la dissolution des groupuscules d'extrême droite radicale qui ont recours à la violence. De nombreuses associations luttent quotidiennement contre ces idées fascistes et antiparlementaires, c'est notamment le cas des collectifs de vigilance lyonnais et isérois. Nous soutenons leur action et nous continuerons à nous battre contre les messages de haine et d'intolérance véhiculés par l'extrême droite.

Nous porterons avec nos parlementaires FDG cette volonté de dissoudre ces groupuscules et continuerons à nous battre pour une République généreuse, sociale et démocratique.

DECLARATION COMMUNE DE LA MAJORITE AU CONSEIL REGIONAL RHONE-ALPES POUR DEFENDRE LES VALEURS REPUBLICAINES FACE A L'EXTREME DROITE

- Prononcée par Gilles RAVACHE -
Monsieur le président,

Au nom des élus des groupes Socialiste, Europe Écologie les Verts, Front de Gauche, Radical de Gauche, permettez-nous de vous expliquer les raisons de cette suspension de séance, qui intervient dans un contexte particulièrement inquiétant.

L'aggravation de la crise économique, sociale et environnementale fragilise les citoyens et favorise le repli sur soi. Notre pacte républicain est directement visé par les mouvements d'extrême droite. Ils tentent de dévoyer la souffrance et la colère de nos concitoyens, de les opposer entre eux, à des fins antidémocratiques en multipliant les provocations, les violences physiques et en ciblant les institutions.

Nous, élus de la majorité de cette assemblée et profondément Républicains, tenons, aujourd'hui, à condamner avec la plus grande fermeté et toute la gravité que la situation exige, ces propos et comportements qui portent gravement préjudice à notre assemblée comme à la République.

Nous sommes particulièrement scandalisés par les agissements et les déclarations de ceux qui n'hésitent pas à aller se recueillir sur la tombe de Mussolini, déclarent vouloir « abattre la République, ou à défaut lui casser la gueule », ou encore font référence au Maréchal Pétain ou à Charles Maurras (qui, rappelons-le, qualifiait la République de « gueuse »).

Rien ne masquera jamais les fondements anti-républicains et autoritaires de l'extrême droite.

Hors de notre institution, des faits graves et violents se multiplient. Ils ne sont pas tolérables.

Notre vigilance est totale, nous n'oublions jamais de relever ces attaques, soyez-en sûrs.

Dans cette atmosphère pesante, nous appelons tous nos concitoyens à la plus grande lucidité et à résister face à tous les discours haineux. Nous joignons nos voix au « Message des Déportés », lu dans toutes les mairies à l'occasion de la Journée Nationale du Souvenir et de la Déportation: « Tant que nous pourrons prendre la parole, nous devons dire aux générations nouvelles que c'est surtout dans les moments de crise que resurgissent les discours antidémocratiques, xénophobes, racistes et antisémites, dans lesquels elles doivent discerner les thèses de ceux qui ont exterminé les juifs d'Europe, massacré les tziganes, déporté et fusillé les Résistants.

Aujourd'hui, il est essentiel qu'elles reconnaissent, dans d'autres discours, les vociférations d'Adolf Hitler et la voix soumise de Philippe Pétain. Ainsi averties, pourront-elles combattre le danger s'il se présente.

Nous lançons aujourd'hui, un appel à la vigilance, au respect de l'être humain, de sa dignité et du droit à la différence. Ce message que nous adressons aux jeunes générations se veut partie prenante de la construction de l'avenir. »

PARTI SOCIALISTE ET APPARENTES
EUROPE ECOLOGIE LES VERTS
FRONT DE GAUCHE
PARTI RADICAL DE GAUCHE ET APPARENTES

Flagrant délit de fraude idéologique au FN

Marine Le Pen déclare vouloir mettre l'accent sur « la question sociale » ? Les actes des membres de son parti, de l'Assemblée nationale au Parlement européen, en passant par les collectivités locales, prouvent exactement le contraire.

Elle incarne le « nouveau visage » du Front national. Mais, à l'Assemblée nationale, Marion Maréchal-Le Pen, petite-fille du fondateur du FN et nièce de sa présidente Marine Le Pen, n'est qu'un avatar reproduisant, malgré le prétendu « virage social », les coutumes et traditions familiales. Curieusement, ce sont les débats menés lors de propositions de loi du Front de gauche, le 16 mai dernier, qui illustrent le mieux le fossé entre les mots de l'autre héritière de la maison Le Pen et sa conception de la défense du peuple.

Sans surprise, la députée FN du Vaucluse n'a pas voté l'amnistie des syndicalistes, « purement scandaleuse et démagogique », selon elle. Comptable d'une idéologie débarrassée de la notion de lutte des classes, antisyndicale et corporatiste, c'est-à-dire prônant une pseudo-réconciliation entre patronat et salariés, entre libertés économiques et individuelles, elle trouvait ce texte « anachronique ». Tant pis pour le soutien au peuple, rappelait le député PCF-Front de gauche André Chassaigne, qui mettait en avant ces agents EDF « qui ont refusé de couper l'électricité à des familles pauvres ». « Les travailleurs (...) voient clairement de quel côté de la barricade se situent le FN et ses dirigeants », commentait sur son blog Alexis Corbière, secrétaire national du Parti de gauche. Même le ministre des Relations avec le Parlement, Alain Vidalies, pourtant opposé à l'amnistie, s'était moqué : sera-t-elle aussi déterminée « lorsque viendra le temps prochain des poursuites contre les militants du GUD et des groupes d'extrême droite qui se sont attaqués aux forces de police (lors des manifestations contre) le mariage pour tous » ?

Une tactique rodée

Soucieuse de préserver sa fausse image de « parti des travailleurs », Marion Maréchal-Le Pen a prétexté l'urgence sociale pour motiver son refus : « Ces salariés auraient préféré des solutions concrètes pour sauver leurs emplois. » La tactique, rodée depuis deux générations : opposer « syndicats casseurs et violents » à la majorité silencieuse des travailleurs. « La souffrance sociale doit être entendue, les salariés doivent être protégés, le droit de grève être préservé », dans un « modèle économique évidemment changé », ose-t-elle. L'exemple qui suit prouve qu'elle n'en pense pas un mot.

« Le social est au cœur des préoccupations de mon mouvement », pérorait la députée FN lors du débat sur la proposition de loi PCF sur l'interdiction des licenciements boursiers. Ces « multinationales » qui licencient malgré « des profits record » ? Un « capitalisme dévoyé », selon elle. Reprenant les arguments du Medef, elle oppose au texte qu'il « casserait toute souplesse dans le marché de l'emploi en rendant quasiment impossible le licenciement pour motif économique » et en permettant un contrôle extérieur des entreprises, « au risque de paralyser toutes les embauches en amont ». Au nom de la défense des PME, appuyée dans sa démonstration par plusieurs députés UMP, elle explique d'ailleurs que « ce n'est pas parce qu'une entreprise réalise globalement des profits que toutes ses activités sont forcément rentables ». Pis, elle propose de maintenir la possibilité de licencier dans « les nombreuses PME ayant été transmises ou rachetées par un mécanisme de LBO » (leverage buy-out, ces acquisitions de sociétés par l'emprunt via une « holding » qui pompe leurs richesses avant de les revendre), pour préserver la « remontée des dividendes » au détriment de l'emploi.

À la défense des intérêts économiques s'ajoute l'attaque des politiques sociales. Ainsi déplorait-elle, le 28 mai, que le gouvernement axe la lutte contre la délinquance financière vers la fraude fiscale alors que « la fraude sociale représente 20 milliards d'euros par an », selon un rapport du député UMP Dominique Tian. Et de mêler à dessein celle des entreprises et « le travail au noir, la fraude aux allocations, à l'assurance maladie et aux retraites ». Or, la reprendra la ministre des Affaires sociales, Marisol Touraine, « les fraudeurs sont essentiellement des employeurs qui ne déclarent pas les salariés qu'ils embauchent au noir ». La recherche du bouc émissaire, constante du discours lepéniste, se heurte parfois à la réalité.

les exilés fiscaux absous Interrogée à propos de l'exil fiscal, le 27 mai, sur BFMTV, la présidente du FN, Marine Le Pen, plaide pour la « négociation » en cas de retour en France des fraudeurs. Mais se défend de toute complaisance : « Ce n'est pas une amnistie fiscale puisque les gens qui reviennent vont payer la fiscalité. Je pense que ce n'est pas insupportable, comme idée, de tenter de rapatrier les fonds en France. » Bien loin de l'intransigeance dont elle fait preuve envers la fraude sociale, imputable aux seuls « assistés »...

Grégory Marin

Pour l'Europe aussi, Le Pen fait son marché

Contrairement à ce qu'affirme sa présidente, le FN ne s'est pas historiquement opposé au grand marché transatlantique.

Qui a dit que « l'Europe » ne serait rien de moins qu'un « conglomérat sous protectorat américain, l'antichambre d'un État total, global, mondial » ? Marine Le Pen, dans le programme 2012 du Front national. La présidente du parti d'extrême droite aurait « toujours été opposée au projet de grand marché transatlantique », assure-t-elle, dans un communiqué daté du 23 mai dernier. Après avoir fustigé, lors de son investiture au congrès du FN à Tours, en janvier 2011, « les principes destructeurs de l'ultralibéralisme et du libre-échange », elle semble œuvrer dans la continuité. Mais, à y regarder de plus près, cette conversion à l'antilibéralisme est récente.

Les discussions au Parlement européen sur « l'accord transatlantique » pourraient raviver certaines mémoires. Le site votewatch.eu, qui scrute les votes des eurodéputés, a relevé ceux du FN, entre le 5 et le 8 mai 2008, sur la proposition de création d'un « conseil économique transatlantique ». Si l'on en croit leurs deux amendements, les élus FN ont appuyé la création du marché transatlantique. Le premier, qui a enregistré les votes positifs de Bruno Gollnisch, Carl Lang, Marine Le Pen et Jean-Claude Martinez (1), établit « entre l'Union européenne et les États-Unis une feuille de route détaillée exposant comment concrétiser (...) l'engagement à long terme de réaliser le marché transatlantique ». Quant au second, si seul Bruno Gollnisch a voté pour, les autres ne se sont qu'abstenus, bien qu'il explique que le marché « pourrait jouer un rôle majeur dans le maintien de la dynamique qui sous-tend la croissance économique mondiale ».

La rédaction de ces deux amendements tranche avec la ligne officielle antimondialiste et de défense de la souveraineté nationale, adoptée par le parti en 2011. Ce revirement passé sous silence pose question : et si le FN n'avait changé d'avis, après son échec aux européennes de 2009 (6,34 %), que dans l'espoir de capter « l'opinion, aujourd'hui très eurosceptique », comme le rappelait Marine Le Pen dans le Parisien du 2 juin ?

(1) Carl Lang et Jean-Claude Martinez n'ont été exclus du FN qu'en 2009.

Bonnet brun et brun bonnet

La recherche de respectabilité du Front national lui impose de couper les ponts avec les groupuscules néofascistes. Mais le crime qui a coûté la vie au jeune Clément Méric a réveillé les mémoires.

Ils ne manifestent pas officiellement ensemble, mais hantent les mêmes lieux. Ne militent pas côte à côte, mais font parfois front commun. N'affichent pas les mêmes lectures, mais fréquentent les mêmes salons de discussion. « Ils », ce sont les mouvements d'extrême droite. La « droite nationale », comme ils s'appellent entre eux. Des Jeunesses nationalistes révolutionnaires (JNR) au Front national, en passant par le Bloc identitaire ou Riposte laïque, c'est une galaxie qui entretient des liens étroits, quoi qu'en dise la représentante de son aile notabilisée, Marine Le Pen.

La présidente du FN affiche une fausse hostilité à l'égard des JNR, dont un membre a été arrêté suite à l'agression qui a coûté la vie à Clément Méric : « Nous n'avons aucun rapport avec ces groupes », se défendait-elle, dimanche, sur BFMTV. Les faits la démentent. Début juillet 2008, le site Rue89 rapporte qu'invitée au Local, un bar du 15^e arrondissement de Paris, par le blogueur « François Desouche » (depuis rebaptisé Fdesouche), elle y croise les représentants d'autres blogs (Novopress, proche du Bloc identitaire, les catholiques traditionalistes du Salon beige...) et l'ancien skinhead Serge Ayoub, fondateur des JNR. Et pour cause : le bar lui appartient et sert de siège social au leader de Troisième Voie.

Plus évocateur, un dîner avec lui, à la fin de l'été 2010 : « Je ne le connaissais pas, même si je savais qui c'était », reconnaît l'héritière du FN dans le Système Le Pen (Éditions Denoël). Elle y confie à Abel Mestre et Caroline Monnot qu'« Ayoub est « un drôle de type », « loin d'être idiot (et) assez modéré dans ses propos » (sic). À cet échange, elle livre une justification politique : c'est quelqu'un « capable de canaliser ce milieu qui existera toujours ». Serge Ayoub confirme sur le site Préférence nationale : « Ce n'est pas inintelligent de sa part de se demander : "C'est quoi cette fin de cortège, c'est qui ces gens-là ?" Des rencontres comme celles-ci me semblent normales et plutôt logiques. » Il suffit d'ailleurs de regarder de près le service d'ordre des manifestations du FN pour y découvrir des membres des Jeunesses nationalistes révolutionnaires.

Sur le terrain aussi, FN et « groupuscules » se croisent. Le 1^{er} juin 2012, sur le marché de Hénin-Beaumont, dans le Pas-de-Calais, en pleine campagne des élections législatives, Serge Ayoub distribuait des tracts du Front populaire solidariste, une autre de ses créations. Le solidarisme est un courant de pensée bien représenté au Front national, notamment par Emmanuel Le Roy, l'un des conseillers de Marine Le Pen dont l'influence se ressent dans les discours du FN : lutte contre le « mondialisme », affirmation de l'indépendance à l'encontre des marchés financiers et des structures supranationales, retour de l'État, éradication de la dette publique... Si sa présence ce jour-là n'avait rien d'un soutien officiel à la candidate FN, Marine Le Pen, Serge Ayoub, qui rêve d'un « front commun populaire et national » ressemblant étrangement au Rassemblement bleu Marine initié par le FN, affirme être « proche de ses idées ».

Ces groupuscules, qui gravitent autour du FN, dans la rue et parfois dans les collectivités, comme au conseil régional de Rhône-Alpes où Alexandre Gabriac, fondateur des Jeunesses nationalistes, siège toujours avec le groupe FN et apparentés, partagent les mêmes options politiques. Une réalité qui s'est vérifiée à l'occasion du suicide de l'idéologue Dominique Venner, dont Marine Le Pen a salué sur Twitter le « geste éminemment politique » censé « réveiller le peuple de France ». Elle a bien essayé, par la suite, de minimiser cet élan du cœur, l'influence des « ethno-différentialistes » (une doctrine raciste qui ne dit pas son nom) est palpable. Ancien mégrétiste, formé au Groupement de recherche et d'études sur la civilisation européenne (Grece), Emmanuel Le Roy, encore lui, n'y a-t-il pas côtoyé Dominique Venner ?

2 familles que seule la tournure des discours sépare. Formés à la même haine de l'autre qu'un affichage pseudo-social peine à masquer, « ils » sont les héritiers d'une longue histoire de la droite révolutionnaire.

Issus du même creuset idéologique, qu'ils soient notabilisés, comme le FN, ou sentent encore la poudre malgré leur démarche de « normalisation », comme Troisième Voie ou le Bloc identitaire, « ils » y reviennent toujours.

Des dissolutions annoncées Le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a annoncé à l'Assemblée nationale, qu'une procédure allait être lancée, pouvant aboutir à la dissolution du groupe d'extrême droite Troisième Voie et d'autres « groupes, associations et groupements d'extrême droite contraires aux valeurs et aux lois de la République ». La même procédure a été lancée contre les Jeunesses nationalistes révolutionnaires, ce week-end, au motif que le groupe, qui compte une trentaine de membres, est en passe de devenir « un groupe de combat ». La dissolution est encadrée par l'article L212-1 du Code de la sécurité intérieure, qui découle de la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées.

Danielle Lebaïl « Ce parti prospère sur l'idée que le chômage est une fatalité »

Conseillère régionale PCF-Front de gauche de Rhône-Alpes, Danielle Lebaïl suit de près les votes du Front national. Et, contrairement au discours officiel, en matière de soutien à l'emploi et à la formation professionnelle, le parti d'extrême droite prône le laisser-faire.

Le Front national se présente à la fois comme le défenseur des travailleurs et des petites entreprises. Qu'en est-il dans votre région ?

Danielle Lebaïl. Notre vice-présidente à l'emploi, Christiane Puthod (élue PCF - NDLR) a mis en place quatre dispositifs qui, à la fois, aident les salariés, les petites entreprises et les organisations syndicales, y compris patronales. Mais, que ce soit pour aider l'entreprise à gérer ses ressources humaines, pour le fonds régional d'urgence qui aide à expertiser la situation d'une entreprise en grande difficulté, pour favoriser le dialogue social dans l'entreprise ou pour accompagner la reconversion, le FN vote systématiquement contre. Ce qui leur permet de continuer à prospérer sur l'idée que le chômage est une fatalité. Quand ce n'est pas « une conséquence de la libération de la femme » (sic).

Il reste par ailleurs fidèle à la doctrine libérale...

Danielle Lebaïl. Le discours est simple : les syndicats sont des empêcheurs de tourner en rond. Même si le FN a voté, question d'affichage, le vœu de soutien du conseil régional en faveur des 5 de Roanne, il estime que, dans une entreprise, c'est le patron qui commande. « Il faut laisser faire les entreprises », explique l'un de leurs élus, Charles Perrot. Alors qu'on abordait le développement économique, la formation et l'emploi, un autre élu, Dominique Martin, expliquait que, « les entreprises étant soucieuses de leur investissement, (...) leur seul investissement suffirait à financer une formation professionnelle performante, le reste étant du gaspillage ». Un peu plus tard, il prônait « le retour à une logique de liberté concernant un financement qui devrait profiter aux entreprises »...

Aucun secteur n'est épargné par le double discours qu'il développe...

Danielle Lebaïl. Ni le budget culturel, dont ils réclament une baisse de 8 millions d'euros, ni celui du logement. Même si ce n'est pas une de nos compétences premières, nous avons mis en place un accompagnement des politiques locales de l'habitat. Des aides ciblées en faveur du logement des personnes les plus fragilisées, parmi lesquelles les sans-domicile fixe et les jeunes. Bien évidemment, ils ont voté contre. Comme ils se sont opposés à l'aide en faveur des réseaux qui aident ces personnes. Voilà leur conception du social : alors qu'ils disent aider les salariés, ils refusent un toit à ceux qui gagnent le moins, comme les jeunes précaires ou les travailleurs pauvres.

Où est passé le « nouveau » discours du FN ?

Danielle Lebaïl. Dans les actes comme dans les propos, les élus de terrain appliquent l'exact inverse de ce que fait mine de dire Marine Le Pen sur la défense des salariés, des jeunes... Pour le budget 2013, ils ont proposé une baisse de 690.000 € sur la formation des jeunes. Dans ce même budget, ils ont voulu raboter de 2 millions d'euros la carte M'Ra pour les jeunes, qui donne notamment accès au pass contraception.

Mettons fin à la gangrène de la finance

Commission d'enquête sur le rôle des banques dans l'évasion fiscale

Par Éric Bocquet / 29 mai 2013

Entretien paru dans le n° 84 d'Initiatives, juin 2013.

Publication de patrimoine, création d'une haute autorité indépendante, lutte contre la délinquance économique et financière ainsi que contre les paradis fiscaux : que pensez-vous des mesures annoncées par François Hollande afin de favoriser la transparence de la vie politique ?

Éric Bocquet. À l'évidence les premières annonces faites par le Président de la République et le gouvernement ne sont pas de nature, tant par leur contenu que par leur ampleur, à casser les liens étroits qui unissent trop de responsables politiques au monde de la finance. L'obligation faite aux banques de publier une comptabilité « pays par pays » figure déjà dans la loi, au demeurant très insuffisante, de séparation des activités bancaires débattue et votée au Parlement en mars dernier. Quant à la liste des paradis fiscaux souhaitée, il faut pour être efficace en éditant une seule valable pour tous les pays du monde. Il faut savoir en effet aujourd'hui qu'il en existe quatre ! Toutes différentes selon que l'on consulte celle de la France, de l'OCDE, du GAFI ou encore des États-Unis. Il est indispensable qu'une définition unique des paradis fiscaux soit élaborée. Comment en effet accepter que des pays comme le Luxembourg, Jersey ou les Bahamas ne soient pas inscrits sur la liste française ?

Vous-même, parlementaires communistes, êtes-vous prêts à jouer cette carte de la transparence ?

Éric Bocquet. La transparence pour les élus du PCF va de soi, nous ne sommes pas des professionnels de la politique, nous sommes investis d'un mandat d'élu non pas pour faire carrière ou fortune. Rappelons ici que nos indemnités sont versées à notre organisation politique via son association de financement et qu'en retour nous percevons la part qui nous revient, ce principe est très clair et sain. Chaque sénatrice et sénateur du groupe CRC a rempli sa déclaration de patrimoine en début de mandat, que tous ces documents soient vérifiés systématiquement. À l'heure où les élus et partis politiques suscitent doute et suspicion, il est urgent de couper nettement les liens entre politiques et financiers. Notre République souffre trop souvent de conflits d'intérêts. L'exercice d'un mandat ne peut être considéré comme un métier, c'est à nos yeux le moyen d'un engagement au service des idées et des valeurs que nous portons du conseil municipal au Parlement.

Les annonces gouvernementales sont-elles de nature à éviter un nouveau scandale Cahuzac ?

Éric Bocquet. Je ne le crois pas. Ces annonces ne répondent pas aux questions que pose l'affaire Cahuzac. Le Président de la République et le gouvernement répètent régulièrement que ce scandale est la faute d'un homme. Depuis, on a évoqué le cas Guéant, le financement obscur de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007. Nous pensons que cette affaire a clairement révélé les liens, les complicités entre certains élus et la finance.

Il y a quelques mois de cela, vous avez été le rapporteur d'une commission d'enquête sénatoriale sur l'évasion fiscale. Aujourd'hui, votre groupe a demandé et obtenu la création d'une nouvelle commission d'enquête. Qu'est-ce que cette dernière peut apporter de plus ?

Éric Bocquet. Notre première commission d'enquête a montré l'ampleur et la complexité du système d'évasion fiscale. Avec cette seconde commission, nous voulons poursuivre ce travail en nous penchant sur le rôle concret des banques.

Toute la lumière a-t-elle été faite sur les évadés fiscaux de la liste HSBC de 2009 par exemple ? Où en sommes-nous aujourd'hui des noms et des impôts récupérés ? Ces questions restent posées. Y apporter des réponses sera l'un des buts de la nouvelle commission d'enquête qui débute ses travaux ce mois-ci. Constituée effectivement sur la proposition de notre groupe au Sénat, elle portera un regard particulier sur l'implication des banques et des acteurs financiers dans les pratiques de l'évasion fiscale. Nous travaillerons aussi à évaluer l'efficacité des moyens de la lutte en France contre ces phénomènes. Les grandes banques citées dans la formidable enquête « Offshoreleaks » seront auditionnées : HSBC, UBS, BNP... Nous nous intéresserons également à ce monde parallèle de la finance sans règle que nous n'avions pu explorer l'an dernier faute de temps, je pense à ces notions de « shadow banking », la banque de l'ombre, ou encore ces « dark pools », ces sortes de plates formes financières discrètes par lesquelles transitent des milliers de milliards de dollars en quelques secondes chaque année. Ce travail sera pour nous l'occasion de faire le lien entre ces pratiques de la finance dérégulée et la crise financière de 2007/2008 qui se décline en conditions de vie dégradées pour les peuples du monde, car c'est bien le capital qui est à l'origine de nos difficultés. Il appartiendra enfin à la commission d'enquête de décider d'auditionner des personnalités impliquées ces dernières années dans ce système. Et certaines auditions pourraient, de par les personnalités qu'elles concerneront, prendre un tour assez spectaculaire.

Ce travail d'investigation parlementaire ne risque-t-il pas, une fois de plus, comme beaucoup de rapports de ce type, de rester sans traduction concrète ?

Éric Bocquet. Il me semble que les affaires récentes ont élevé encore le niveau d'indignation de l'opinion publique. Il y aura un avant et un après Cahuzac. Et puis, je le redis, cette belle enquête « Offshoreleaks » menée par 86 journalistes d'investigation de 46 pays du monde entier a conforté nos propres analyses et constats. Les 21 membres de notre première commission d'enquête viennent d'adresser à Jean-Pierre Bel, président du Sénat, une lettre par laquelle nous demandons que notre assemblée soit dotée des moyens d'action et de suivi de ces sujets en décidant la création d'une délégation sénatoriale à la défense des intérêts financiers publics. Cette idée reprend la proposition n° 5 du rapport publié en 2012, nous pensons en effet que le Parlement doit être doté d'un tel outil. Il me semble difficile aujourd'hui de ne pas avancer sur cette question de manière concrète. On peut noter à ce propos que le G20 semble décidé à s'emparer résolument du sujet, l'Union européenne tient le même discours. Tant mieux, mais nous attendons des actes et des décisions politiques. Plus que jamais, seule une opinion publique informée, mobilisée et active pourra faire avancer les choses dans le bon sens, c'est un chantier immense qui est devant nous, mais l'enjeu est tel que rien ne doit freiner cette volonté populaire, ce sera enfin la meilleure réponse au « populisme ». Et nous sommes déterminés à porter cette ambition.

A voir sur l'internet

Le blog des communistes de la ville d'Annecy :

<http://blog.annecyensemble.org>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

Pétition en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !»

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>.

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger. Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

**POUR LA PLURALITÉ DE LA PRESSE
SOUSCRIVEZ À L'HUMA!**



Le Parti Communiste grec (KKE) prête son canal local pour que la télévision publique continue d'émettre

source : article de 20 minutes

Les salariés des chaînes publiques grecques ERT, dont la diffusion a été arrêtée autoritairement par le gouvernement mardi soir, continuaient leurs émissions mercredi matin, accessibles sur internet et sur un canal local prêté par le parti communiste, a constaté une journaliste de l'AFP au siège de l'audiovisuel public grec.

Derrière les banderoles et les débris des manifestations de la veille, après l'annonce surprise par le gouvernement qu'il fermait les chaînes publiques mal gérées, les studios tentaient de continuer de fonctionner mercredi matin au siège de ERT, situé à Aghia Paraskevi, dans la banlieue nord-est d'Athènes.

A l'écran, accessible sur www.ert.gr et sur la chaîne locale 902 appartenant au parti communiste KKE, des plateaux où débattent les journalistes de la chaîne sur le coup de massue qu'ils ont reçu la veille, privant d'emploi près de 2.700 salariés, alors que le gouvernement est sommé par les créanciers du pays de réduire le nombre de salariés dans la fonction publique.

Le président du syndicat de salariés Panayotis Kalfayanis a appelé à l'occupation du bâtiment, et a indiqué qu'il allait «saisir la justice européenne et la justice grecque». «Même s'ils veulent détruire la démocratie, les lois s'appliquent encore et je vais me battre» a-t-il dit à l'AFP.

Nous réitérons notre soutien au peuple grec et aux salariés en lutte. Continuons d'offrir des perspectives et des moyens de lutte concrets.

Vive le PCF, Vive le KKE

Des centaines de milliers de personnes se sont levés en Turquie ! (TKP)

http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Des-centaines-de-milliers-de-personnes-se-sont-leves-en-Turquie--TKP_a6509.html

Communiqué du Parti Communiste de Turquie (TKP) - traduction Nico Maury

La résistance au parc Taksim Gezi, qui dure depuis plusieurs jours, c'est transformée en un mouvement populaire ce 31 mai.

Des centaines de milliers de personnes occupés les rues d'Istanbul et de différentes régions de Turquie pour protester contre l'attaque inhumaine et insensée du gouvernement AKP.

Personne n'a le droit de tromper le peuple, de répandre des mensonges sur les manifestations ou d'utiliser cela comme une occasion de réaliser des gains politiques mineures ou des shows personnel à l'extérieur. Le mouvement massif et historique d'hier a permis l'éruption de la colère du peuple, conséquence de 11 années de gouvernement AKP. Le peuple partage la même colère, ont des tendances politiques différentes, mais se battent ensemble contre ce gouvernement.

Ce n'est pas un «printemps turc» comme les médias occidentaux aime le définir. C'est une réaction basé sur un caractère anti-impérialiste et pro-laïque.

Elle est étroitement liée à l'opposition de la population à la politique belliciste contre la Syrie et contre l'islamisation rampante du gouvernement dans la vie publique. De cette manière, elle se distingue des autres soulèvements au Moyen-Orient. Malgré la brutalité policière débridée et l'absence de leadership dans ce mouvement, les personnes ont soigneusement rejeté toutes formes de provocation.

Depuis hier matin, des centaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues sans crainte, ont marché pendant des milliers de kilomètres, et se sont abstenus de tout acte susceptible de nuire à la résistance légitime du peuple.

La terreur d'État c'est exprimée et des milliers de personnes hier ont été blessées et il y a eu des centaines d'arrestations. Cependant, rien n'a changé dans la détermination et dans la résolution du peuple. Maintenant, la réaction populaire dépasse le projet du gouvernement de construire un centre commercial sur la zone du parc Gezi près de la place Taksim.

Le gouvernement de l'AKP porte la pleine responsabilité des événements. Le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan a essayé de rabaisser le peuple et doit maintenant être prêt à affronter l'amère vérité: Le peuple n'a pas peur de son gouvernement et il veut s'en débarrasser dès que possible.

À ce stade, notre parti va immédiatement prendre de nouvelles initiatives pour améliorer la coordination de la lutte contre les plans illégitimes. Le Parti Communiste de Turquie a appelé ses membres et amis à se réunir à la place Taksim cet après-midi.

Nous appelons notre peuple à boycotter les médias grand public, qui ont ignoré, déformé et manipulé les nouvelles sur les manifestations et réduire continuellement le nombre de manifestants. Le peuple doit soutenir les médias alternatifs, véritable source d'information.

Maintenant que le peuple est debout, la fin de ce gouvernement cruel est proche !

En solidarité contre le fascisme !

A bas la dictature du capital !

Le journal du Parti communiste interdit au Soudan

http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Le-journal-du-Parti-communiste-interdit-au-Soudan_a6511.html

Les services de sécurité soudanais ont interdit le journal du Parti Communiste, Al Midan, très critique envers le pouvoir du président Omar Hassan al Bachir, a annoncé dimanche sa rédactrice en chef. C'est le troisième organe de presse à être frappé d'une telle mesure en quelques semaines.

"C'est la fin de la version papier de notre journal", a précisé Madiha Abdella, qui a ajouté qu'Al Midan serait toujours consultable sur internet. Elle a décidé d'aller en justice pour faire annuler la décision des autorités.

La semaine dernière, le principal quotidien du pays, Al Intibaha, pourtant propriété d'un oncle de Bachir, a été interdit quelques jours pour avoir publié un reportage sur la lutte contre les rebelles dans le Sud-Kordofan. La parution a repris vendredi.